



ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 2025-240
du - 4 JUL. 2025

**mettant en demeure la société société EST IMPRIMERIE de respecter des prescriptions
d'exploitation pour ses installations situées sur la commune de Moulins les Metz (57160) -
ZAC de Tournebride**

Le Préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°90-AG/2-272 du 7 juin 1990 modifié autorisant la société Est Imprimerie à exploiter une imprimerie à Moulins-lès-Metz ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2020-DCAT-BEPE-16 du 23 janvier 2020 autorisant la société Est Imprimerie à poursuivre l'exploitation de ses installations à Moulins-lès-Metz ;

Vu le rapport du 11 juin 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite réalisée le 15 avril 2025 dans les installations de la société Est Imprimerie ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le rapport susvisé, dans le délai imparti ;

Considérant que l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 23/01/2020 susvisé dispose que les niveaux limites de bruit en limite de propriété sont de :

- 70 dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00 ;
- 60 dB(A) pour la période allant de 22h00 à 6h00 ;
- 65 dB(A) pour la période intermédiaire ;

Considérant que le rapport de mesure des niveaux acoustiques n°1757754 du 20 novembre 2017 présenté par l'exploitant ne justifie pas la conformité à la prescription pour la période

intermédiaire et conclut :

- à des dépassements des niveaux de bruit en limite de propriété de la société Est Imprimerie au droit du point LP2 : dépassement de 6,5 dB(A) en période de jour et de 15,5 dB(A) en période de nuit ;
- à l'identification de la source sonore au niveau du bloc d'aspiration situé à l'arrière du bâtiment appartenant à la société Est Imprimerie ;

Considérant en conséquence que les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 susvisé ne sont pas entièrement respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts protégés visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement dont des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement selon lesquelles *"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine."* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1 : objet

La société Est Imprimerie, dont le siège social est situé ZAC de Tournebride sur la commune de Moulins les Metz, est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de son installation située à la même adresse, les prescriptions relatives aux niveaux limites de bruit de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT-BEPE-16 du 23 janvier 2020.

Article 2 : sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : délais et voies de recours

« En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

Article 4 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Est Imprimerie, dont une copie est transmise, pour information, au maire de Moulins les Metz.

Metz, le 4 JUIL. 2025

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Richard Smith